

Fichiers SIRENE

Description des variables du fichier StockUniteLegale

*Valeurs courantes des
unités légales*

Version du 16 septembre 2018



Mesurer pour comprendre

sirene.fr

Table des matières

1 - Le répertoire Sirene.....	5
Contenu du répertoire Sirene à la date d'aujourd'hui.....	7
Historique du répertoire Sirene.....	7
Définition de l'unité légale.....	7
2 - Description des variables.....	11
activitePrincipaleUniteLegale.....	13
anneeCategorieEntreprise.....	14
anneeEffectifsUniteLegale.....	15
caractereEmployeurUniteLegale.....	16
categorieEntreprise.....	17
categorieJuridiqueUniteLegale.....	18
dateCreationUniteLegale.....	19
dateDebut.....	20
dateDernierTraitementUniteLegale.....	21
denominationUniteLegale.....	22
denominationUsuelle1UniteLegale.....	23
denominationUsuelle2UniteLegale.....	24
denominationUsuelle3UniteLegale.....	25
economieSocialeSolidaireUniteLegale.....	26
etatAdministratifUniteLegale.....	27
identifiantAssociationUniteLegale.....	28
nicSiegeUniteLegale.....	29
nombrePeriodesUniteLegale.....	30
nomenclatureActivitePrincipaleUniteLegale.....	31
nomUniteLegale.....	32
nomUsageUniteLegale.....	33
prenom1UniteLegale.....	34
prenom2UniteLegale.....	35
prenom3UniteLegale.....	36
prenom4UniteLegale.....	37
prenomUsuelUniteLegale.....	38
pseudonymeUniteLegale.....	39
sexeUniteLegale.....	40
sigleUniteLegale.....	41
siren.....	42
statutDiffusionUniteLegale.....	43
trancheEffectifsUniteLegale.....	44
unitePurgeeUniteLegale.....	45

1 - Le répertoire Sirene

Contenu du répertoire Sirene à la date d'aujourd'hui

Institué par les **articles R. 123-220 à R. 123-234 du code de commerce**, le Répertoire National d'identification des entreprises et des établissements concerne les unités implantées en métropole, dans les DOM et dans les collectivités d'Outre-Mer de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy et Saint-Martin. La gestion de ce répertoire est confiée à l'Insee. Elle est effectuée à travers le système **Sirene** (Système Informatique pour le Répertoire des **EN**treprises et des **E**tablissements).

L'Insee est chargé d'identifier :

- les entrepreneurs individuels exerçant de manière indépendante une profession non salariée (exemple : un commerçant, un médecin),
- les personnes morales de droit privé ou de droit public soumises au droit commercial,
- les institutions et services de l'État et les collectivités territoriales, ainsi que tous leurs établissements,
- les associations dans certains cas.

Sont donc inscrits au répertoire tous les entrepreneurs individuels ou les personnes morales :

- immatriculés au Registre du Commerce et des Sociétés,
- immatriculés au Répertoire des Métiers,
- employant du personnel salarié (à l'exception des particuliers employeurs),
- soumis à des obligations fiscales,
- bénéficiaires de transferts financiers publics.

Toutes les mises à jour d'entreprises et d'établissements (créations, modifications, cessations) enregistrés dans Sirene proviennent des informations déclaratives des entreprises auprès des Centres de Formalités des Entreprises (CFE).

Historique du répertoire Sirene

[Le décret n°73-314 du 14 mars 1973](#) a confié à l'Insee la tenue du répertoire Sirene.

[Le décret n°83-121 du 17 février 1983](#) a étendu les données du répertoire Sirene :

- aux personnes morales de droit public soumises au droit commercial (entreprises publiques)
- aux personnes morales (ou organismes assimilés comme telles) soumises au droit administratif (comme les institutions et services de l'État, les collectivités territoriales, etc.)

Le répertoire Sirene contient toutes les entreprises actives à la création du répertoire et celles créées depuis.

Pour les personnes morales de droit public et les administrations, le répertoire est exhaustif depuis 1983.

L'intégration complète du secteur privé agricole date de 1993.

Définition de l'unité légale

L'unité légale est une entité juridique de droit public ou privé. Cette entité juridique peut être :

- une personne morale, dont l'existence est reconnue par la loi indépendamment des personnes ou des institutions qui la possèdent ou qui en sont membres ;
- une personne physique, qui, en tant qu'indépendant, peut exercer une activité économique.

Elle est obligatoirement déclarée aux administrations compétentes (Greffes des tribunaux, Sécurité sociale, DGI...) pour exister. L'existence d'une telle unité dépend du choix des propriétaires ou de ses créateurs (pour des raisons organisationnelles, juridiques ou fiscales). L'unité légale est l'unité principale enregistrée dans Sirene.

Remarque :

Cette définition de l'unité légale ne doit pas être confondue avec celle de l'entreprise, considérée comme unité statistique.

Les données historisées

Sirene conserve tout l'historique des variables dans les cas suivants :

- les informations figurent dans le code de commerce comme, par exemple, la dénomination ;
- les informations sont utiles au sens de l'utilisation statistique comme, par exemple, le caractère employeur ou non de l'unité légale.

Quand une variable est historisée au niveau de l'unité légale, si son pendant existe au niveau de l'établissement, il est également historisé. C'est ainsi qu'on dispose de :

- l'historique du statut employeur d'une unité légale donnée ;
- l'historique du statut employeur de chacun des établissements qui dépendent de cette unité légale.

L'historisation des variables du répertoire Sirene a été mise en œuvre à partir de 2005.

Variables historisées au niveau de l'unité légale

Les variables historisées au niveau de l'unité légale sont les suivantes :

- La dénomination pour les personnes morales ;
- Le nom de naissance pour les personnes physiques ;
- Le nom d'usage pour les personnes physiques ;
- La dénomination usuelle ;
- La catégorie juridique ;
- L'état ;
- Le Nic du siège ;
- L'activité principale ;
- Le caractère employeur ;
- L'appartenance à l'économie sociale et solidaire (ESS).

Variables historisées au niveau de l'établissement

Les variables historisées au niveau de l'établissement sont les suivantes :

- L'enseigne ;
- La dénomination usuelle ;
- L'activité principale de l'établissement ;
- L'état ;
- Le caractère employeur de l'établissement.

Définition de l'historique

L'historique se présente comme une liste de périodes distinctes les unes des autres.

Une période est définie par une date de début et une date de fin, pour un Siren ou un Siret (Siren+Nic) donné.

La date de fin d'une période correspond à la veille du début de la période suivante.

Au cours d'une période, toutes les valeurs des variables historisées sont constantes.

Pour chaque Siren ou Siret, le fichier contient autant de lignes que de périodes.

Pour chaque variable historisée, une indicatrice de changement donne l'information sur une modification par rapport à la période précédente (si l'indicatrice est à true, il y a eu changement par rapport à la période précédente).

Quel que soit le nombre de périodes, le fichier a toujours la même structure.

La date 1900-01-01 correspond dans la très grande majorité des cas à une date manquante, comme la valeur null.

Les dates de début et de fin sont issues des historiques des variables concernées et par conséquent le résultat de gestions successives depuis la création du répertoire Sirene.

La cohérence entre les dates des différentes variables n'est pas obligatoirement assurée. En conséquence, les premières périodes peuvent avoir des valeurs de variables historisées à null juste par construction.

Les dates de ces périodes sont des dates d'effet (par opposition aux dates de traitement).

2 - Description des variables

activitePrincipaleUniteLegale

Libellé

Activité principale de l'unité légale

Description

Lors de son inscription au répertoire, l'Insee attribue à toute unité légale un code dit « APE » sur la base de la description de l'activité principale faite par le déclarant. Ce code est modifiable au cours de la vie de l'unité légale en fonction des déclarations de l'exploitant.

Pour chaque unité légale, il existe à un instant donné un seul code « APE ». Il est attribué selon la nomenclature en vigueur. La nomenclature en vigueur est la Naf Rév2 et ce depuis le 1er Janvier 2008. Chaque code comporte 2 chiffres, un point, 2 chiffres et une lettre. Toutes les unités légales actives au 01/01/2008 ont eu leur code APE recodé dans la nouvelle nomenclature, ainsi de très nombreuses entreprises ont une période débutant à cette date.

Au moment de la déclaration de l'entreprise, il peut arriver que l'Insee ne soit pas en mesure d'attribuer le bon code APE : la modalité 00.00Z peut alors être affectée provisoirement.

Historique

Le code APE est historisé depuis le 01/01/2005.

La règle d'historisation des données d'activité est la suivante :

- Pour les entreprises cessées avant le 31/12/2004, seul le dernier code activité connu figure, dans la nomenclature en vigueur à la date de fermeture.
- Pour les entreprises actives après le 01/01/2005 et cessées avant le 31/12/2007, l'historique des codes attribués sur la période est disponible.
- Pour les entreprises actives après le 01/01/2005 et toujours actives le 1/1/2008, l'historique intègre le changement de nomenclature.
- Pour les entreprises créées après le 01/01/2008, l'historique comprend les modifications apportées au cours de la vie de l'entreprise.

L'APE peut être à null (cas des unités purgées - pour des raisons de capacité de stockage des données, les données concernant les entreprises cessées avant le 31/12/2002 ont été purgées -, première date de début de l'APE postérieure à la première date de début d'une autre variable historisée).

Longueur : 6

Type

Liste de codes

La variable nomenclatureActivitePrincipaleUniteLegale indique à quelle nomenclature d'activité appartient le code.

Lien vers la Nomenclature d'Activités Française

<https://insee.fr/fr/information/2406147>

anneeCategorieEntreprise

Libellé

Année de validité de la catégorie d'entreprise

Description

Cette variable désigne l'année de validité correspondant à la catégorie d'entreprise diffusée.

Longueur : 4

Type

Date

Format AAAA

anneeEffectifsUniteLegale

Libellé

Année de validité de la tranche d'effectif salarié de l'unité légale

Description

Seule la dernière année de mise à jour de l'effectif salarié de l'unité légale est donnée si celle-ci est inférieure ou égale à l'année d'interrogation-3. Ainsi une interrogation en 2018 ne renverra la dernière année de mise à jour de l'effectif que si cette année est supérieure ou égale à 2015.

Longueur : 4

Type

Date

Format AAAA

caractereEmployeurUniteLegale

Libellé

Caractère employeur de l'unité légale

Description

Lors de sa formalité de création, le déclarant indique si l'unité légale aura ou non des employés. Par la suite, le déclarant peut également faire des déclarations de prise d'emploi et de fin d'emploi. La prise en compte d'une déclaration de prise d'emploi bascule immédiatement l'unité légale en « Employeuse ». Inversement, lorsqu'une déclaration de fin d'emploi est traitée, l'unité légale devient « Non employeuse ».

Le caractère employeur est O si au moins l'un des établissements actifs de l'unité légale emploie des salariés.

Cette variable est historisée.

Longueur : 1

Type

Liste de codes

O : unité légale employeuse

N : unité légale non employeuse

null : sans objet

categorieEntreprise

Libellé

Catégorie à laquelle appartient l'entreprise

Description

La catégorie d'entreprise est une variable statistique et calculée par l'Insee. Ce n'est pas une variable du répertoire Sirene.

Définition de la catégorie d'entreprise : <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1057>

Méthodologie de calcul et diffusion de la catégorie d'entreprise : <https://www.insee.fr/fr/information/1730869>

Longueur : 3

Type

Liste de codes

PME : petite ou moyenne entreprise

ETI : entreprise de taille intermédiaire

GE : grande entreprise

categorieJuridiqueUniteLegale

Libellé

Catégorie juridique de l'unité légale

Description

La catégorie juridique est un attribut des unités légales.

Cette variable est à 1000 pour les personnes physiques.

Lors de son dépôt de demande de création, le déclarant indique la forme juridique de l'unité légale qu'il crée, qui est ensuite traduite en code. Ce code est modifiable, à la marge, au cours de la vie de l'unité légale (pour les personnes morales) en fonction des déclarations de l'exploitant. Pour chaque unité légale, il existe à un instant donné un seul code Catégorie juridique. Il est attribué selon la nomenclature en vigueur.

Historique

La catégorie juridique peut être à null (cas des unités purgées, première date de début de la catégorie juridique postérieure à la première date de début d'une autre variable historisée).

En revanche, le libellé associé aux catégories juridiques n'a pas été historisé, si bien que des codes peuvent paraître « Hors nomenclature », alors qu'ils ont été valides à un instant donné.

Longueur : 4

Type

Liste de codes

Lien vers la nomenclature des catégories juridiques

<https://www.insee.fr/fr/information/2028129>

dateCreationUniteLegale

Libellé

Date de création de l'unité légale

Description

Pour les unités purgées (unitePurgeeUniteLegale=true) : si la date de création est au 01/01/1900 dans Sirene, la date est forcée à null.

Dans tous les autres cas, la date de création n'est jamais à null. Si elle est non renseignée, elle sera au 01/01/1900. La date de création ne correspond pas obligatoirement à dateDebut de la première période de l'unité légale.

Certaines variables historisées peuvent posséder des dates de début soit au 01/01/1900, soit antérieures à la date de création.

Longueur : 10

Type

Date

Format AAAA-MM-JJ

dateDebut

Libellé

Date de début d'une période d'historique d'une unité légale

Description

Date de début de la période au cours de laquelle toutes les variables historisées de l'entreprise restent inchangées.

La date 1900-01-01 signifie : date non déterminée. dateDebut peut-être vide uniquement pour les unités purgées (cf. variable unitePurgeeUniteLegale).

La date de début de la période la plus ancienne ne correspond pas obligatoirement à la date de création de l'entreprise, certaines variables historisées pouvant posséder des dates de début soit au 1900-01-01, soit antérieures à la date de création.

Longueur : 10

Type

Date

Format AAAA-MM-JJ

dateDernierTraitementUniteLegale

Libellé

Date du dernier traitement de l'unité légale dans le répertoire Sirene

Description

Cette date peut concerner des mises à jour de données du répertoire Sirene qui ne sont pas diffusées.
Cette variable peut être à null.

Longueur : 10

Type

Date

Format AAAA-MM-JJ

denominationUniteLegale

Libellé

Dénomination de l'unité légale

Description

Cette variable désigne la raison sociale pour les personnes morales. Il s'agit du nom sous lequel est déclarée l'unité légale.

Cette variable est à null pour les personnes physiques.

Le répertoire Sirene gère des caractères majuscules non accentués avec caractères spéciaux (- & + @ ! ? * ° . % : € #).

La dénomination peut parfois contenir la mention de la forme de la société (SA, SAS, SARL, etc.)

Historique

Un travail de reconstitution des historiques de dénomination a été entrepris en 2005. Toutefois, avant cette date, des historiques de dénomination peuvent s'avérer incomplets. La dénomination peut être à null (cas des unités purgées, première date de début de la dénomination postérieure à la première date de début d'une autre variable historisée).

Longueur :120

Type

Texte

denominationUsuelle1UniteLegale

Libellé

Dénomination usuelle de l'unité légale

Description

Cette variable désigne le nom (ou les noms) sous lequel l'entreprise est connue du grand public. Cet élément d'identification de l'entreprise (sur trois champs : denominationUsuelle1UniteLegale, denominationUsuelle2UniteLegale et denominationUsuelle3UniteLegale) a été enregistré au niveau unité légale avant l'application de la norme d'échanges CFE de 2008.

À partir de la norme 2008, la dénomination usuelle est enregistrée au niveau de l'établissement sur un seul champ : denominationUsuelleEtablissement.

Variables historisées avec une seule indicatrice de changement pour les trois variables.

Longueur : 70

Type

Texte

denominationUsuelle2UniteLegale

Libellé

Dénomination usuelle de l'unité légale – deuxième champ

Description

Cette variable désigne le nom (ou les noms) sous lequel l'entreprise est connue du grand public. Cet élément d'identification de l'entreprise (sur trois champs : denominationUsuelle1UniteLegale, denominationUsuelle2UniteLegale et denominationUsuelle3UniteLegale) a été enregistré au niveau unité légale avant l'application de la norme d'échanges CFE de 2008.

À partir de la norme 2008, la dénomination usuelle est enregistrée au niveau de l'établissement sur un seul champ : denominationUsuelleEtablissement.

Variables historisées avec une seule indicatrice de changement pour les trois variables.

Longueur : 70

Type

Texte

denominationUsuelle3UniteLegale

Libellé

Dénomination usuelle de l'unité légale – troisième champ

Description

Cette variable désigne le nom (ou les noms) sous lequel l'entreprise est connue du grand public. Cet élément d'identification de l'entreprise (sur trois champs : denominationUsuelle1UniteLegale, denominationUsuelle2UniteLegale et denominationUsuelle3UniteLegale) a été enregistré au niveau unité légale avant l'application de la norme d'échanges CFE de 2008.

À partir de la norme 2008, la dénomination usuelle est enregistrée au niveau de l'établissement sur un seul champ : denominationUsuelleEtablissement.

Variables historisées avec une seule indicatrice de changement pour les trois variables.

Longueur : 70

Type

Texte

economie Sociale Solidaire Unite Legale

Libellé

Appartenance au champ de l'économie sociale et solidaire

Description

Cette variable indique si l'entreprise appartient au champ de l'économie sociale et solidaire. La loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 définit officiellement le périmètre de l'économie sociale et solidaire (ESS). Celle-ci comprend les quatre familles traditionnelles en raison de leur régime juridique (associations, fondations, coopératives et mutuelles) et inclut une nouvelle catégorie, les entreprises de l'ESS, adhérant aux mêmes principes :

- poursuivre un but social autre que le seul partage des bénéfices ;
- un caractère lucratif encadré (notamment des bénéfices majoritairement consacrés au maintien et au développement de l'activité) ;
- une gouvernance démocratique et participative.

Cette variable est historisée, renseignée pour environ 1 million d'entreprises, sinon null.

Longueur : 1

Type

Liste de codes

O : l'entreprise appartient au champ de l'économie sociale et solidaire

N : l'entreprise n'appartient pas au champ de l'économie sociale et solidaire

etatAdministratifUniteLegale

Libellé

État administratif de l'unité légale

Description

Le passage à l'état « Cessée » découle de la prise en compte d'une déclaration de cessation administrative. Pour les personnes morales, cela correspond au dépôt de la déclaration de disparition de la personne morale.

Pour les personnes physiques, cela correspond soit à la prise en compte de la déclaration de cessation d'activité déposée par l'exploitant soit au décès de l'exploitant conformément à la réglementation. En dehors de ces cas, l'unité légale est toujours à l'état administratif « Active ».

Pour les personnes morales, la cessation administrative est, en théorie, définitive, l'état administratif "Cessée" est irréversible.

Cependant, il existe actuellement dans la base un certain nombre d'unités légales personnes morales avec un historique d'état présentant un état cessé entre deux périodes à l'état actif.

Pour les personnes physiques, dans le cas où l'exploitant déclare la cessation de son activité, puis la reprend quelque temps plus tard, cet état est réversible. Il est donc normal d'avoir des périodes successives d'état actif puis cessé pour les personnes physiques. En règle générale, la première période d'historique d'une unité légale correspond à un `etatAdministratifUniteLegale` égal à « Active ». Toutefois, l'état administratif peut être à null (première date de début de l'état postérieure à la première date de début d'une autre variable historisée).

Longueur : 1

Type

Liste de codes

A : Active

C : Cessée

identifiantAssociationUniteLegale

Libellé

Numéro au Répertoire National des Associations

Description

Lors de sa déclaration en préfecture, l'association reçoit automatiquement un numéro d'inscription au RNA. Elle doit en outre demander son immatriculation au répertoire Sirene lorsqu'elle souhaite demander des subventions auprès de l'État ou des collectivités territoriales, lorsqu'elle emploie des salariés ou lorsqu'elle exerce des activités qui conduisent au paiement de la TVA ou de l'impôt sur les sociétés.

Le RNA est le fichier national, géré par le ministère de l'Intérieur, qui recense l'ensemble des informations sur les associations.

Longueur : 10

Type

Texte

nicSiegeUniteLegale

Libellé

Numéro interne de classement (Nic) de l'unité légale

Description

Le siège d'une unité légale est le lieu où sont centralisées l'administration et la direction effective de l'unité légale.

À un instant donné, chaque unité légale a un seul siège. Mais, au cours de la vie de l'unité légale, le siège peut être différent. Chaque siège est identifié par un numéro Nic (Numéro Interne de Classement de l'établissement) qui respecte les règles d'attribution des numéros d'établissement.

Le Nic est composé de quatre chiffres et d'un cinquième qui permet de contrôler la validité du numéro Siret (concaténation du numéro Siren et du Nic).

Historique

Le Nic du siège peut être à null sur une période mais, en règle générale, pas sur l'ensemble de l'historique (cas des unités purgées, première date de début du Nic postérieure à la première date de début d'une autre variable historisée).

Longueur : 5

Type

Texte

nombrePeriodesUniteLegale

Libellé

Nombre de périodes de l'unité légale

Description

Cette variable donne le nombre de périodes [dateDebut,dateFin] de l'unité légale. Chaque période correspond à l'intervalle de temps pendant lequel la totalité des variables historisées de l'unité légale n'ont pas été modifiées.

Les dates de ces périodes sont des dates d'effet (et non des dates de traitement).

Longueur : 2

Type

Numérique

nomenclatureActivitePrincipaleUniteLegale

Libellé

Nomenclature d'activité de la variable activitePrincipaleUniteLegale

Description

Cette variable indique la nomenclature d'activité correspondant à la variable activitePrincipaleUniteLegale.
(cf. activitePrincipaleUniteLegale)

Longueur : 8

Type

Liste de codes

NAFRev2

NAFRev1

NAF1993

NAP

nomUniteLegale

Libellé

Nom de naissance de la personne physique

Description

Cette variable indique le libellé le nom de naissance pour une personne physique. Cette variable est à null pour les personnes morales. Le répertoire Sirene gère des caractères majuscules non accentués et les seuls caractères spéciaux tiret (-) et apostrophe. Le nom peut être à null (cas des unités purgées, première date de début du nom postérieure à la première date de début d'une autre variable historisée).

Longueur : 100

Type

Texte

nomUsageUniteLegale

Libellé

Nom d'usage de la personne physique

Description

Le nom d'usage est celui que la personne physique a choisi d'utiliser.

Cette variable est à null pour les personnes morales. Elle peut être également à null pour les personnes physiques.

Le répertoire Sirene gère des caractères majuscules non accentués et les seuls caractères spéciaux tiret (-) et apostrophe.

Cette variable est historisée.

Longueur : 100

Type

Texte

prenom1UniteLegale

Libellé

Premier prénom déclaré pour une personne physique

Description

Les variables prenom1UniteLegale à prenom4UniteLegale sont les prénoms déclarés pour une personne physique.

Ces variables sont à null pour les personnes morales.

Toute personne physique sera identifiée au minimum par son nom de naissance et son premier prénom. La variable prenom1UniteLegale peut être à null pour des personnes physiques (unités purgées). Les prenom1UniteLegale à prenom4UniteLegale peuvent contenir des *, qui ne sont pas significatifs.

Longueur : 20

Type

Texte

prenom2UniteLegale

Libellé

Deuxième prénom déclaré pour une personne physique

Description

Les variables prenom1UniteLegale à prenom4UniteLegale sont les prénoms déclarés pour une personne physique.

Ces variables sont à null pour les personnes morales.

Toute personne physique sera identifiée au minimum par son nom de naissance et son premier prénom.

Les prenom1UniteLegale à prenom4UniteLegale peuvent contenir des *, qui ne sont pas significatifs.

Longueur : 20

Type

Texte

prenom3UniteLegale

Libellé

Troisième prénom déclaré pour une personne physique

Description

Les variables prenom1UniteLegale à prenom4UniteLegale sont les prénoms déclarés pour une personne physique.

Ces variables sont à null pour les personnes morales.

Toute personne physique sera identifiée au minimum par son nom de naissance et son premier prénom.

Les prenom1UniteLegale à prenom4UniteLegale peuvent contenir des *, qui ne sont pas significatifs.

Longueur : 20

Type

Texte

prenom4UniteLegale

Libellé

Quatrième prénom déclaré pour une personne physique

Description

Les variables prenom1UniteLegale à prenom4UniteLegale sont les prénoms déclarés pour une personne physique.

Ces variables sont à null pour les personnes morales.

Toute personne physique sera identifiée au minimum par son nom de naissance et son premier prénom.

Les prenom1UniteLegale à prenom4UniteLegale peuvent contenir des *, qui ne sont pas significatifs.

Longueur : 20

Type

Texte

prenomUsuelUniteLegale

Libellé

Prénom usuel de la personne physique

Description

Le prénom usuel est le prénom par lequel une personne choisit de se faire appeler dans la vie courante, parmi l'ensemble de ceux qui lui ont été donnés à sa naissance et qui sont inscrits à l'état civil.

Il correspond généralement au prenom1UniteLegale.

Cette variable est à null pour les personnes morales.

Longueur : 20

Type

Texte

pseudonymeUniteLegale

Libellé

Pseudonyme de la personne physique

Description

Cette variable correspond au nom qu'une personne utilise pour se désigner dans l'exercice de son activité, généralement littéraire ou artistique.

Le pseudonyme est protégé, comme le nom de famille, contre l'usurpation venant d'un tiers.

Longueur : 100

Type

Texte

sexeUniteLegale

Libellé

Caractère féminin ou masculin de la personne physique

Description

Cette variable est à null pour les personnes morales. La variable sexeUniteLegale est également non renseignée pour quelques personnes physiques.

Longueur : 1

Type

Liste de codes

F : Féminin

M : Masculin

sigleUniteLegale

Libellé

Sigle de l'unité légale

Description

Un sigle est une forme réduite de la raison sociale ou de la dénomination d'une personne morale ou d'un organisme public.

Il est habituellement constitué des initiales de certains des mots de la dénomination. Afin d'en faciliter la prononciation, il arrive qu'on retienne les deux ou trois premières lettres de certains mots : il s'agit alors, au sens strict, d'un acronyme; mais l'usage a étendu à ce cas l'utilisation du terme sigle.

Cette variable est à null pour les personnes physiques.

Elle peut être non renseignée pour les personnes morales.

Longueur : 20

Type

Texte

siren

Libellé

Numéro Siren

Description

Un numéro d'identité de l'unité légale est attribué par l'Insee à toutes les personnes physiques ou morales inscrites au répertoire ainsi qu'à leurs établissements : le numéro Siren. Ce numéro unique est « attribué soit à l'occasion des demandes d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou des déclarations effectuées au répertoire des métiers, soit à la demande d'administrations » (article R123-224 du code de commerce). Lors de sa création, une unité légale se voit attribuer un numéro Siren de 9 chiffres.

Règles de gestion

Les entrepreneurs individuels, ou personnes physiques, conservent le même numéro Siren jusqu'à leur décès. Les sociétés, ou personnes morales, perdent la personnalité juridique au moment de la cessation de l'activité de l'entreprise. Si l'activité devait reprendre ultérieurement, un nouveau numéro Siren sera attribué. Les numéros d'identification sont uniques : lorsqu'un numéro Siren a été attribué, il ne peut pas être réutilisé et attribué à une nouvelle unité légale, même lorsque l'activité a cessé.

Historique

Même si la mise en place du répertoire Sirene remonte à 1973, toutes les unités légales, y compris celles créées avant cette date, disposent d'un numéro Siren pour le secteur privé non agricole.

En 1983, le champ du répertoire Sirene et l'obligation d'immatriculation ont été étendus aux institutions et services de l'État et aux collectivités territoriales.

En 1993, le champ du répertoire Sirene et l'obligation d'immatriculation ont été étendus au secteur privé agricole.

Longueur : 9

Type

Texte

statutDiffusionUniteLegale

Libellé

Statut de diffusion de l'unité légale

Description

Seules les unités légales diffusibles sont accessibles à tout public (statutDiffusionUniteLegale=0).

Longueur : 1

Type

Liste de codes

0 : unité légale faisant partie de la diffusion publique

trancheEffectifsUniteLegale

Libellé

Tranche d'effectif salarié de l'unité légale

Description

Il s'agit d'une variable statistique, millésimée au 31/12 d'une année donnée (voir variable `anneeEffectifsUniteLegale`).

Longueur : 2

Type

Liste de codes

NN : Unité non employeuse (pas de salarié au cours de l'année de référence et pas d'effectif au 31/12)

00 : 0 salarié (n'ayant pas d'effectif au 31/12 mais ayant employé des salariés au cours de l'année de référence)

01 : 1 ou 2 salariés

02 : 3 à 5 salariés

03 : 6 à 9 salariés

11 : 10 à 19 salariés

12 : 20 à 49 salariés

21 : 50 à 99 salariés

22 : 100 à 199 salariés

31 : 200 à 249 salariés

32 : 250 à 499 salariés

41 : 500 à 999 salariés

42 : 1 000 à 1 999 salariés

51 : 2 000 à 4 999 salariés

52 : 5 000 à 9 999 salariés

53 : 10 000 salariés et plus

unitePurgeeUniteLegale

Libellé

Unité légale purgée

Description

Cette variable indique si l'unité légale a été purgée.

Pour des raisons de capacité de stockage des données, les données concernant les entreprises cessées avant le 31/12/2002 ont été purgées.

Pour ces unités cessées dites purgées :

- Seules les dernières valeurs des variables de niveau Unité Légale et de niveau Etablissement sont conservées
- En théorie, seul l'établissement siège au moment de la purge est conservé avec uniquement les dernières valeurs de cet établissement. Toutefois, pour plus de 300 unités légales purgées de la base, cette règle n'est pas respectée et ces unités ont toujours plus d'un établissement en base sans pouvoir garantir que tous les établissements ont été conservés.

Plus de 4 millions d'unités légales sont purgées. Plus d'une unité purgée sur quatre a une date de création indéterminée.

Diffusion des unités purgées

L'état administratif de l'unité purgée est : cessé.

L'indicatrice unitePurgeeUniteLegale est présente et est égale à true.

Diffusion des établissements des unités purgées

Une seule période avec dateDebut=date de début de l'état fermé si cette date est renseignée, sinon dateDebut (établissement) est à null.

L'état administratif de l'établissement est : fermé.

Longueur : 4

Type

Liste de codes

Renseignement : true si l'unité est purgée, sinon null.



Mesurer pour comprendre

sirene.fr